

## Sur la nature du régime iranien

vendredi 4 décembre 2009, par [SEPEHR Houshang](#) (Date de rédaction antérieure : septembre 2007).

L'actuel régime Islamique en Iran est une des dictatures les plus répressives et brutales du monde. Suite à son accession au pouvoir après la révolution de 1979, le régime théocratique a immédiatement entrepris d'étouffer les justes aspirations démocratiques des peuples iraniens. En ce qui concerne les droits les plus élémentaires, la situation en Iran est certainement bien pire qu'elle ne l'a jamais été dans l'histoire récente.

Dans la République Islamique d'Iran, il y a aujourd'hui, beaucoup plus de prisonnier politiques, d'arrestations arbitraires et d'exécutions sommaires, une pratique de torture physique et psychologique beaucoup plus étendue, un respect des libertés politiques et des droits de l'Homme beaucoup moins grand et une forme de censure et de répression des libertés artistiques et intellectuelles beaucoup plus flagrante que jamais auparavant.

La classe ouvrière est privée des droits les plus fondamentaux tel que le droit d'association, de négociation collective et de grève. Les femmes sont confrontées à une oppression sans précédent avec les lois moyenâgeuses et réactionnaires du régime religieux qui les réduisent officiellement au rang de citoyens de seconde.

Elles subissent de plus en plus d'actes de violence et sont généralement considérées comme la « source principale du mal » sur la terre. Tous les droits des minorités nationales et religieuses sont supprimés. Le régime mène une politique d'occupation militaire de leurs régions et utilise les méthodes de répression les plus brutales pour écraser leur résistance.

Néanmoins, l'opposition populaire aux atrocités par le régime islamique grandit. Les ouvriers, les femmes, les étudiants, les intellectuels, les minorités nationales et toutes les couches de la population opprimée ont résisté contre ces attaques et ont continué à lutter pour leurs revendications malgré la riposte extrêmement dure et violente de l'Etat. Pour l'actuel régime, le seul moyen de maintenir sa mainmise sur le pouvoir réside dans sa capacité d'imposer les formes de répression politique les plus brutales à l'immense majorité de la population.

**Mais malgré tout cela, depuis la révolution 1979, on constate que ce régime, continue à « tromper » beaucoup d'observateurs occidentaux, notamment dans certains milieux d'extrême gauche. La confusion intrinsèque sur la nature du régime se situe précisément dans le fait qu'il est parfois considéré comme un régime post-révolutionnaire.**

On entend souvent l'argument suivant : bien que ce régime soit mauvais, dictatorial et rétrograde, il est néanmoins issu d'une révolution contre la dictature de Shah. D'une façon ou d'autre, cette logique mécaniste et simpliste est alors employée pour accorder un certain air de progressivité à un régime qui pour n'importe quel observateur même avec un sens politique moyen n'est rien d'autre qu'*un alliage entre capitalisme libéral et théocratie semi-fasciste*.

Les apologistes de la République Islamique, depuis 1979, ont constamment recouru à de telles analyses simplistes pour lustrer le caractère brutal et moyenâgeux de ce régime capitaliste sans pareil dans l'histoire moderne. Ce que tous apologistes ne mentionnent pas est le fait que, oui il est vrai que ce régime est en effet sorti d'une révolution, mais comme une contre-révolution en défaisant cette révolution, en écrasant le mouvement de masse qui avait renversé le régime de Shah

et en établissant son propre ordre bien plus réactionnaire que celui qu'elle a remplacé.

Aujourd'hui, le même régime qui, devant le monde entier, collabore en Afghanistan et en Irak avec George Bush, fait de son mieux pour envoyer la société iranienne entière vers le moyen âge.

Ainsi ce prétendu régime post-révolutionnaire qui n'est qu'une contre-révolution est à la fois : un thermidor, un concept très cher à notre mouvement, plutôt de gendre stalinien (que celui de la révolution française), et une version tiers-mondiste au fort relent d'islam intégriste !

Aujourd'hui, 27 ans après cet événement, un fait bien documenté nous rappelle qu'au milieu de l'année 1979, qu'au niveau supérieur des cercles bourgeois internationaux et iraniens (la conférence de Guadeloupe et à Neuf-le-Château), les puissances concernées étaient arrivées à un compromis simple : vous vous débarrassez de la révolution et nous nous débarrassons de Shah ! gagnant-gagnant, c'est comme ça on dit dans le Business !

Rafraîchir-nous la mémoire. La révolution iranienne de 1977-79 était l'une des révolutions les plus importantes du 20<sup>e</sup> siècle, avec un degré incroyable de participation des masses qui a duré deux ans. Pendant les quatre derniers mois menant à l'insurrection en février 1979 il y a eu une grève générale impliquant plus de 4 millions d'ouvriers. Les comités de grève avaient pris naissance partout et les comités de voisinage contrôlaient la plupart des secteurs urbains. La nuit de l'insurrection dans Téhéran on a estimé que plus de 300.000 revolvers et mitrailleuses ont été dévalisés de diverses casernes militaires et distribués à la population. Ce n'est pas étonnant si la contre-révolution était également l'une des contre-révolutions les plus vicieuses et les plus sanglantes de l'histoire récente.

**On surnommait le dernier Shah d'Iran, à juste titre, « le boucher du Moyen-Orient ! » En presque 40 ans de règne dictatorial, environ 500 prisonniers politiques ont été exécutés. Le nouveau régime, dans ses 10 premières années uniquement, et avec l'estimation la plus basse, a exécuté plus de 40.000 prisonniers politiques, tous les dirigeants et les activistes de la révolution 1979. Si ce n'est pas un thermidor, quoi d'autre ce peut être ?**

Les résultats historiques de cette contre-révolution sont également sous nos yeux. Si pendant la dernière décennie du règne du Shah un groupe d'environ 100 familles employait la puissance d'état pour monopoliser l'économie iranienne tout entière, ceci a été maintenant réduit à moins de 60 familles. Si le Shah permettait, à un certain degré limité, un syndicalisme jaune et docile de fonctionner dans son royaume, la République Islamique ne peut même pas tolérer la représentation d'ouvrier dans un système de trilatéral comme l'Organisation Internationale de Travailleurs, un organisme qui gère les intérêts du capitalisme. Seule des associations islamiques contrôlées par les mosquées locales ou les groupes paramilitaires local sont permises.

Aujourd'hui en Iran la majorité de la population est officiellement sous le seuil de pauvreté. C'est un pays riche en ressources naturelles, qui a presque quadruplé ses recettes de ventes de pétrole au cours des 10 dernières années, (120 milliards de dollars en 2005 et 2006).

Jamais dans l'histoire de L'Iran, le fossé qui sépare les plus riches des plus pauvres n'a été si grand. Avec 10 millions de chômeurs pour une population de 70 millions, quelques 15 millions d'iraniens vivent sous le seuil de pauvreté. Plus de 4.5 millions d'Iraniens vivent avec un dollar par jour. La vente des reins ou d'autres organes est maintenant la plus grande source de revenu pour les pauvres urbains.

Dans une telle situation le régime, partisan d'un libéralisme sauvage, a, à plusieurs reprises, modifié le Code du travail pour le rendre plus favorable aux patronats. Dernier exemple : les entreprises de

moins de 20 personnes ont été exemptés de l'application du Code du travail pour ce qui est de la couverture sociale ou de la nécessité de justifier une décision de renvoi. En approuvant cette loi, qui concerne plus de 80% de la force de travail, dont la majorité sont des femmes, le régime a renforcé l'atmosphère de discrimination dans le milieu du travail, et a renforcé la double exploitation des femmes. En ce moment, il y a des dizaines de milliers d'ouvriers dont les salaires n'ont pas été payés depuis un an. Il n'y a absolument aucune protection en vertu de la loi pour presque 85% de la main-d'œuvre. Le taux de suicide parmi la classe ouvrière iranienne est très élevé atteignant un niveau beaucoup plus important en comparaison de l'Europe de la révolution industrielle.

Quant à l'anti-impérialisme de la République Islamique, un mythe très chère à certains groupes radicales et révolutionnaires... Le régime capitaliste-islamique n'a eu absolument aucun problème à négocier avec l'impérialisme USA et même avec Israël par l'intermédiaire de George Bush senior. Oublions les rhétoriques quotidiennes anti-terroristes développées par les médias internationaux. Tout le monde sait que sans l'accord et l'appui du régime de Téhéran, les Etats-Unis ne pourraient rester ni en Afghanistan ni en Irak. George Bush peut accuser l'Iran de déstabiliser l'Irak, tandis que le régime iranien peut blâmer la menace de la guerre pour supprimer toute opposition dans le pays. Voyons justement comment la crise nucléaire a aidé tous les deux : le régime iranien veut se racheter dans le monde musulman après sa collaboration avec l'impérialisme d'USA dans l'occupation de deux pays voisins. Et l'impérialisme d'USA, veut justifier non seulement son occupation militaire de la région tout entière mais également augmenter sa présence et intensifier sa menace.

Mais même ces faits incontestables et durs ne résolvent pas la difficulté des apologistes de régimes. La raison se trouve dans l'incapacité de ces gens là à prendre en compte la spécificité de la révolution iranienne : le thermidor : c'est-à-dire cette vérité historique que c'était la même force contre-révolutionnaire qui a participé réellement au mouvement révolutionnaire elle-même. D'une manière vous pourriez même dire que c'est un paradoxe si c'est elle qui a assuré la conduite de cette révolution. Voyons comment peut être possible ! ?

Il y a naturellement une réponse simple à cette question. Afin de pouvoir contrôler la révolution et l'écraser ultérieurement ils ont dû la mener. Et il y a plus qu'un élément de vérité en cela. En détournant la colère des masses contre l'impérialisme USA et la classe dominante de nouveaux capitalistes autour de Shah, vers l'impasse d'une idéologie moyenâgeuse anti-Occidentale et anti-Infidèle, ils sont réussis à dissimuler des masses leur propre nature réactionnaire de classe. Mais les raisons réelles de cette contradiction apparente se trouvent dans le caractère spécifique de la classe régnante iranienne et des changements qu'elle a subis après la révolution dite « blanche » du Shah, durant les années soixante.

On peut dire que les révoltes des pauvres urbains en 1976 et leurs nombreuses confrontations avec les forces militaires du Shah étaient les premiers signes du début de la crise révolutionnaire en Iran. La force motrice de ce mouvement était les masses révolutionnaires progressistes rassemblant des ouvriers, des paysans pauvres, les habitants des bidonvilles des périphéries des grandes villes, les étudiants, des jeunes femmes, et une partie importantes des minorités nationales. Tous revendiquaient de la justice, de la liberté et de l'indépendance.

La spécificité très particulière de la révolution iranienne qui la distingue des autres est que un an après ces premiers signes, au début 1977, par opposition à ces forces révolutionnaires progressistes apparu également d'autres masses « islamiques » très rétrogrades mais bien organisées et menées par une faction de la hiérarchie shiite en coalition avec un groupe puissant de négociant du bazar. Ce bloc se composant d'une coalition décousue de divers courants politiques bourgeois religieux, allant des libéraux aux fondamentalistes religieux. Cette deuxième force a eu l'appui de masse dans les sections traditionnelles et numériquement significatif de la petite bourgeoisie urbaine et rurale

grâce à ses divers réseaux religieux et caritatifs liées à la mosquée locale, qui pouvait également mobiliser l'appui des pauvres et du lumpen-prolétariat.

Rapidement, cette deuxième force très rétrograde et réactionnaire s'est avérée plus puissante que les masses révolutionnaires. Leurs dirigeants avaient déjà établi le Conseil secret de la révolution islamique qui avait négocié avec succès le transfert du pouvoir avec les USA, patron du Shah, et à l'intérieur avec les forces royales d'armée et de sécurité. L'insurrection a eu lieu parce que les commandants de la garde royale n'ont pas respecté cet accord et ont mobilisé leurs unités pour écraser les casernes pro révolutionnaire de l'Armée de l'Air à Téhéran. Réagissant à cette attaque, les sous officiers de cette caserne ont distribué les armes à la population qui a mené l'insurrection armée quelques heures plus tard.

Le bloc qui a pris le pouvoir, a non seulement sauvé l'état bourgeois d'une destruction presque certaine mais a également renforcé les forces réactionnaires par l'addition d'une multitude de groupes paramilitaires nouveaux mobilisés de manière permanente, comme l'armée des gardiens de la révolution islamique (pasdaran) ou les corps de mobilisation (*basij*). Très rapidement il a désarmé et écrasé le mouvement révolutionnaire de masse et a décapité ses dirigeants. Au début il a collaboré avec les fractions libérales de l'opposition bourgeoise anti-shah mais dès qu'il a consolidé son propre pouvoir il a poussé toutes les autres fractions hors du pouvoir. Il a ouvertement établi un régime islamique théocratique. Aujourd'hui, 27 ans plus tard, c'est toujours ce même bloc qui détient le pouvoir en Iran.

Un aperçu rapide et bref de l'histoire de ce conflit avec le Shah montre clairement la nature réactionnaire de ce bloc. Commençons par le clergé. Depuis le 17<sup>e</sup> siècle la hiérarchie shiite était historiquement une partie bien établie de l'état asiatique despotique traditionnel en Iran. Elle contrôlait, entre autres, l'éducation et l'ordre judiciaire. Elle possédait ses propres propriétés foncières et sa propre source d'imposition sur la population, elle avait ses propres troupes armées de collecteurs. A la fin du 19<sup>e</sup> et au début du 20<sup>e</sup> siècle, une faction puissante de cette hiérarchie a commencé à s'engager ouvertement dans la politique et s'est opposée aux réformes bourgeoises de l'état. On peut dire, qu'ils étaient les ancêtres idéologiques de Khomeiny. Parmi eux étaient certains des mollahs les plus réactionnaires de l'époque. Certains se sont ouvertement associés à l'impérialisme russe et britannique. Ce groupe s'est opposé à Mozaffaredin Shah (1853-1907) et à la Révolution Constitutionnelle de 1905-06. Son mot d'ordre, aujourd'hui glorifié par régime actuel était : Non à la légitimité constitutionnelle ! Oui à la légitimité islamique ! D'une manière très semblable à ce qui s'est produit en révolution 1979.

Ils se sont opposés à la révolution parce qu'ils étaient réactionnaires et ils se sont opposés à la réaction régnante de l'époque parce qu'ils représentaient la vieille réaction, dont l'existence était menacée par un nouveau rival. Une réaction ayant une apparence plus moderne ou plus bourgeoise. Une ressemblance avec ce qui a eu lieu dans l'église catholique qui a éclaté en factions, opposées ou alignées avec les nouvelles relations capitalistes. Une dissolution semblable a eu lieu à l'intérieur de la hiérarchie shiite. À côté des mollahs soutenant les réformes constitutionnelles il y avait les fondamentalistes qui ont voulu une règle islamique. L'impérialisme britannique a eu des agents dans les deux camps, ce qui est « compréhensible » !

Ainsi, les ancêtres idéologiques de Khomeiny étaient simplement contre le concept « de citoyenneté », contre le droit de vote. En un mot, ils considéraient la démocratie comme une corruption occidentale conçue par les infidèles pour détruire l'Islam. Bien qu'après la victoire de la révolution constitutionnelle, les chefs de cette faction aient été pendus devant le nouveau parlement, la défaite de cette révolution peu d'années après a renforcé cette faction réactionnaire aux dépens de la section plus progressiste. Après la révolution russe, les intérêts de l'impérialisme britannique ont été mieux servis par un Etat-nation centralisée construit d'en haut, qui pouvait se lever contre la

menace bolchevique. L'accession au pouvoir de Reza Shah et ses réformes d'état, a poussé cette faction au conflit direct avec l'état. Le soutien de l'occident à Reza Shah et à son fils a donné à cette faction très rétrograde un nouveau bail dans la vie politique. La faction progressiste a disparu, emportée par la corruption et a été intégrée au nouvel état bourgeois.

Le dernier coup contre l'infrastructure de l'état asiatique était la prétendue « révolution blanche » du Shah. Au début des années soixante, sous la pression de l'administration Kennedy, le Shah annonça quelques mesures de libéralisation et quelques réformes, englobées pompeusement sous le nom de "Révolution Blanche". Cela minait sérieusement le rôle, le prestige et surtout le pouvoir matériel du clergé, grand propriétaire terrien. C'est alors que la faction réactionnaire a fortement donné de la voix. Khomeiny, alors un ayatollah de second rang, se lança dans l'opposition ouverte contre la "Révolution de palais". Certes une partie des religieux se sentait sans doute lésée par les projets de réforme agraire, mais Khomeiny axa ses anathèmes surtout contre le projet de loi électorale qui donnait aux femmes le droit de vote, et aux minorités non musulmanes l'accès aux postes publics. Il déclarait y voir un "complot des impérialistes et des sionistes".

Mais le Shah traita tous les mollahs de "sodomites" et d'agents à la solde des Britanniques". Khomeiny, lors d'un discours incendiaire, dénonça alors publiquement le monarque. Son arrestation, le 3 Juin 1963, déclencha des émeutes et des manifestations de masse que le Shah fit réprimer dans un bain de sang. En 1964, Khomeiny, relâché, lança de nouveau des attaques, cette fois contre des privilèges accordés aux Américains vivant en Iran. L'impérialisme américain, ennemi n° 1 de tous les musulmans, devint un de ses principaux thèmes. Du coup, il fut envoyé en exil, d'abord en Turquie, puis en Irak et finalement à Neuf Le châteaux, en banlieue de Paris.

Khomeiny qui a mené la révolte contre les réformes du Shah était déjà une figure connue dans les cercles islamiques avant le coup d'état militaire de 1952 organisé par la CIA qui avait renversé le gouvernement de Mossadegh et remis le Shah au pouvoir. Il prônait déjà l'opposition aux « infidèles occidentaux » et avait déjà publié son projet politique dans un livre intitulé « l'Etat islamique ». Simplement parce que la hiérarchie chiite dans l'ensemble a trahi Mossadegh et pris la défense du coup d'état, il s'est tenu à l'écart. La révolution blanche lui a donné la possibilité de marginaliser la hiérarchie tous ensemble en faveur de sa propre faction.

Quant à la deuxième partie du bloc, les grands commerçants de bazar, ils étaient également une partie de la classe régnante depuis plus d'un siècle. À l'heure de la révolution blanche du Shah ils ont eu la domination complète sur le secteur privée de l'économie iranienne. Ils ne ressemblaient nullement à une version iranienne de la prétendue bourgeoisie nationale. Cette couche qui traditionnellement avait des liens très étroits avec la hiérarchie shiite, a volontairement soutenu le coup d'état de 1952. Cependant elle a été fondamentalement menacée par les réformes du Shah. Au cœur de la « révolution » du Shah il y avait une tentative d'industrialisation limitée basée sur la production des biens de consommation pour le marché intérieur sous licence de compagnies étrangères. Ceci a directement menacé les intérêts des couches marchandes. Le gouvernement avait déjà introduit des taxes à l'importation pour réduire leurs activités. Le nouveau groupe de capitalistes « industriels » qui s'est développé autour de la cour royale a peu à peu poussé la couche traditionnelle hors de la classe régnante et a établi sa propre hégémonie sur l'économie iranienne. Bien que les commerçants du bazar aient toujours eu accès à l'énorme richesse et au capital, ils ont été repoussés au stade de citoyens de deuxième rang. Dès lors ils sont devenus les banquiers de la faction réactionnaire à l'intérieur de la hiérarchie shiite.

Nous avons déjà vu cette coalition contre le Shah et ses réformes dix-sept ans avant la révolution 1979. Ce mouvement a été écrasé par le Shah et Khomeiny expulsé vers l'exil. Quand en 1976 les premiers signes de la crise structurelle du capitalisme iranien sont devenus évidents, cette coalition est entrée de nouveau en action. En l'absence d'autre opposition organisée, a cause de faillite des

forces nationalistes bourgeoises et la gauche prosoviétique menée par le parti Tudeh pendant la dictature de Shah, la hiérarchie shiite avec son vaste réseau mosquées et bien financé par les commerçants du bazar a rapidement assuré la conduite du mouvement de protestation et a imposé ses propres slogans et aspirations comme les revendications de la révolution.

La classe de capitaliste, nationalement et internationalement, a immédiatement reconnu et soutenu cette contre-révolution car elle n'avait aucune autre alternative pour sauver l'état bourgeois. Mais ce n'est nullement un régime capitaliste « normal ». Dans un régime capitaliste « normal » vous vous attendez à ce que probablement deux capitalistes avec la quantité égale de capital obtiennent le même taux de rendement moyen. Dans la république islamique, l'un peut risquer sa peau tandis que l'autre obtient 10 fois la moyenne sans même risquer son capital !

A la longue ce régime doit se transformer selon les besoins de l'état bourgeois qu'il protège. C'est un paradoxe, mais les Neo-cons US peuvent apprécier le régime qui iranien effectue sa politique de privatisation. La seule différence est qu'en Iran, ils disent que la privatisation de l'économie est faite de « manière islamique », c.-à-d., tant que nous sommes maintenus au pouvoir. Les semi mafia et groupes qui se partagent le gâteau national, s'accrochent à la puissance et au pouvoir, à tout prix. La hiérarchie shiite n'est pas comme une junte militaire qui peut un jour accepter de remettre le pouvoir à une forme plus « normale ». Nous avons déjà vu trois vagues de « réformes » venant de l'intérieur du régime. Ils ont abouti à rien et les « réformateurs » ont été battus. La logique de toutes vraies réformes réclame le retrait des mollahs de la scène politique et l'abandon du pouvoir. Dès que cette logique deviendra claire, les fondamentalistes organiseront une nouvelle riposte violente. L'une des conséquences des échecs répétés de ces réformes est que, peu à peu, aux yeux des iraniens, la nécessité du renversement révolutionnaire du régime devient de plus en plus populaire.

***Khamenei et Bush savent que « la crise nucléaire » peut leur fournir la couverture pour plonger la société iranienne dans un état de couvre-feu militaire permanent, ce qui leur permet de contrer la remontée des luttes.***

H.Sépéhr

---

---